

Pourquoi le Nord-Kivu reste en proie aux flambées de violences

RD CONGO Des combattants Maï-Maï ont lancé jeudi une attaque surprise, à l'arme lourde, sur la ville de Beni

Longtemps menacée par des groupes islamistes, Beni, au Nord-Kivu, vit à nouveau dans un climat de panique : durant la nuit, des groupes de combattants lourdement armés ont pénétré dans la ville, progressant du sud vers le nord. A 6 heures du matin, ils ont attaqué les positions de l'armée gouvernementale à Kalau, à 10 km du centre-ville. Une heure plus tard, ils envahissaient le quartier Rwangoma puis, à 8 heures, au moment de l'ouverture des bureaux, ils atteignaient le cœur de la ville, au niveau de la mairie. A Kalau et à Rwangoma, les Forces armées congolaises ont réussi à repousser l'assaut mais, au centre-ville, la situation est demeurée

confuse et des civils ont été victimes des échanges de tirs. Un bilan de l'armée faisait état, jeudi soir, d'au moins 16 morts.

D'après des témoins joints sur place, les tirs étaient très intenses, très coordonnés et ils ont même atteint de jeunes élèves qui attendaient dans une salle de classe pour passer les examens d'Etat, tuant une jeune étu-

diane. Au niveau de la mairie, les Casques bleus de la Monusco ont prêté main-forte aux forces gouvernementales. Selon certaines informations, les rebelles se composaient de trois groupes différents mais bien coordonnés.

Un point suscite certaines interrogations : durant la nuit, des drones de la Monusco dotés de caméras thermiques avaient survolé la ville, comme si les forces onusiennes avaient eu vent de quelque attaque.

A qui profite ce raid ?

A noter que cet assaut est survenu alors que, dans la journée, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU devait se prononcer sur la situation en RDC. Après avoir adopté une résolution condamnant la situation au Kasai, où massacres et répression auraient fait plus de 400 morts, il a reculé face aux objections du gouvernement congolais et n'enverra pas sur place une équipe composée d'observateurs indépendants - lire ci-contre.

La question que se posent de

nombreux témoins congolais est double : qui sont les assaillants, et à qui peut profiter l'attaque de Beni ? Sur le premier point, tout indique que les assaillants en tenue civile seraient plutôt des Maï-Maï (milices ethniques congolaises) s'opposant à tous les combattants étrangers, Rwandais et Ougandais. Ces Maï-Maï, qui avaient établi leurs camps de base dans le parc des Virunga, venaient d'essuyer un lourd revers : voici quelques jours, ils avaient été chassés de la partie centrale du parc à la suite d'une offensive de l'armée gouvernementale épaulée par des gardes du parc, bien équipés grâce une dotation venant de la présidence.

Cette défaite avait privé les groupes Maï-Maï, FDLR (combattants hutus rwandais) et Nyatura (Hutus congolais) de l'accès au lac Edouard et elle hypothèque les recettes que ces divers groupes armés tirent du très lucratif commerce du charbon de bois. L'attaque sur Beni pourrait donc être un acte de représailles,

le déplacement vers la ville d'une violence qui était jusqu'à présent limitée aux zones rurales et aux abords du parc des Virunga. En 2016 déjà, le quartier de Rwangoma avait été attaqué par les Maï-Maï en coordination avec les rebelles ougandais ADF-Nalu, assaut qui s'était soldé par 56 morts. ■

COLETTE BRAECKMAN

AU KASAI

Pas d'enquête de l'ONU

L'ONU ne lancera pas une mission d'enquête internationale sur les violences au Kasai. Kinshasa conserve la direction des investigations après le retrait d'un projet de résolution au Conseil des droits de l'homme à Genève. Un autre document sera débattu ce vendredi. Mais il ne prévoit que l'envoi d'une équipe d'experts pour l'établissement des faits qui devront remettre leurs conclusions aux autorités judiciaires congolaises. (afp)